



COMPTE-RENDU DU CT DGAC DU 27 JUIN

L'USAC-CGT RÉAFFIRME SON ATTACHEMENT AU SERVICE PUBLIC DGAC

Ce CT présidé par la Secrétaire générale a traité rapidement plusieurs textes statutaires déjà finalisés et impossibles à modifier après une validation partielle du Guichet Unique. Les discussions ont alors essentiellement porté sur les questions diverses et l'actualité avec le rapport critique du Sénat.

Le rapport du Sénat en débat préliminaire

Suite aux diverses déclarations liminaires et en particulier à [celle de l'USAC-CGT](#), un échange s'est tenu sur les éléments de ce rapport. Les risques que ce rapport remette en question l'unité de la DGAC et porte atteinte au droit de grève ont été rapidement évacués par la Secrétaire Générale en rappelant les positions de la DGAC et le cadre actuel. Le DSN a un peu plus détaillé et critiqué certains éléments techniques du rapport. Il a assuré que certaines critiques notamment sur la modernisation des systèmes et l'organisation de la DTI n'était plus d'actualité. **L'USAC-CGT considère malgré tout qu'il est nécessaire de rester très vigilant sur les volontés néfastes des responsables politiques nationaux ou européens.**

La panne du STIP qui intervient dans ce contexte ne doit pas venir corroborer les conclusions du rapport. L'USAC-CGT souhaite que la DO mette en place un REX rapidement et associe l'ensemble des services concernés avec une attention particulière à la perception par les opérationnels de cet événement.

Application du PPCR aux IESSA et ICNA et mise en œuvre des emplois fonctionnels HEA pour les ICNA

Plusieurs textes statutaires issus du protocole DGAC 2016 et de l'accord minoritaire du PPCR ont été présentés. Ces textes visent à mettre en œuvre : la suppression des mois de réductions de délais, le transfert de quelques euros de primes vers les points d'indice, la fusion des grades principaux et divisionnaires et la refonte des grilles d'avancement.

Une mesure transitoire est également introduite afin de réduire l'iniquité de traitement de certains ICNA et IESSA dans le cadre de la fusion des grades principal et divisionnaire. Les textes doivent être publiés avant le 15 décembre sinon cette mesure devient caduque et les agents concernés pourraient alors perdre entre 1 et 3 ans d'ancienneté dans leurs progressions de carrière avec pour certains une perte financière.

L'USAC-CGT s'est abstenue sur tout les textes PPCR, car ces dispositions amènent globalement un allongement de carrière pour atteindre l'indice terminal et la mesure transitoire n'est pas garantie.

Un ensemble d'autres textes réintroduisant l'accès aux emplois fonctionnels HEA pour les ICNA occupant certains postes (expert opérationnel) a été également présenté.

Questions diverses :

Salaire des élèves IEEAC

Les élèves IEEAC à l'ENAC ont vu leurs salaires baisser de près de 800€ en deuxième année ([voir notre communication précédente](#)). Suite à la demande de l'USAC-CGT de combler cette différence, l'administration convient que la publicité mensongère des plaquettes ENAC doit être corrigée. Par contre, elle refuse catégoriquement toute mesure compensatrice, se réfugiant derrière la rigueur administrative qui interdirait toute entorse. Au mensonge évident donné aux élèves s'ajoute, toute honte bue, l'inhumanité administrative en prétendant que les élèves étant rémunérés au-dessus du SMIC, ils n'ont pas à se plaindre de leur situation. Le contrat moral entre ces agents en devenir et leur future administration vient d'être déchiré par la DGAC qui sait parfois se montrer plus souple.

Politique voyage

L'USAC-CGT a interpellé la DGAC sur le changement de prestataire voyage et l'incurie que cela a entraînée : annulation, horaires totalement inappropriés, hôtels miteux voire pire, charge de travail en très forte hausse pour les responsables voyage. L'administration a convenu des difficultés et promis d'agir rapidement pour que les propositions de transports et d'hôtels soient mieux adaptées et pour que le prestataire prenne mieux en compte les besoins de la DGAC et de ses agents.

Assurance pour les véhicules de service

En mars 2017, suite à une question de l'USAC-CGT, l'administration devait faire une note informant les divers utilisateurs des véhicules de services ou de fonctions des conditions de changement liées au passage par un contrat privé d'assurance. Cette note n'a toujours pas été diffusée et des explications ont été fournies en CT. Un guide est en cours de rédaction sur l'ensemble de ces questions, il serait semble-t-il disponible sur le portail Bravo Victor. L'administration devrait faire une note...

Navette sur le site d'Athis-Mons et Recrutement des Ouvriers d'État

Face au prochain départ en retraite d'Ouvriers d'État à Athis-Mons, le service de navette pourrait disparaître. L'USAC-CGT a demandé comment ce service serait maintenu et a également demandé le recrutement d'Ouvriers d'État.

La Secrétaire Générale a annoncé que le recrutement d'Ouvriers d'État était terminé et que des contractuels seraient recrutés pour assurer les missions des Ouvriers d'État, conformément au dernier protocole. L'USAC-CGT a fermement dénoncé ce contresens historique ([voir notre communication](#)).

Concernant le service de navette, le DSNA s'est immédiatement engouffré dans une proposition d'un service de navette à minima et privatisé. Les baisses d'effectifs suivies de la remise en cause des statuts a au moins l'avantage de voir clair dans leurs intentions.

Toutes les évolutions statutaires mises en œuvre sont loin d'être positives, il n'y a donc pas de quoi s'en réjouir. Même si le contexte ne permet pas une grande écoute des revendications des personnels, l'USAC-CGT continue à les porter en CT DGAC et à tous les niveaux.